

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) dans la localité de Mikenge

Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo

26 - 28 octobre 2020

Contexte

Depuis près de deux décennies, la région des Hauts-Plateaux (à cheval sur les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira), dans la province du Sud-Kivu, est en proie à de graves tensions intercommunautaires ainsi que des affrontements entre groupes armés.¹ Ceux-ci résultent, entre autres, en de fréquents déplacements de population, des destructions d'abris et des incidents de protection, qui accentuent la détérioration des relations entre les différentes communautés de ces territoires. De nouveaux pics de violence ont eu lieu dans le territoire de Fizi en février 2019, puis début mai 2020, entraînant d'importants déplacements de population dans les localités de Mikalati, Minembwe, Itombwe et de Mikenge.²

Ces violences sont aggravées par la lutte constante pour le contrôle des ressources économiques et l'isolement de l'ensemble du territoire dû à son enclavement géographique sont autant de facteurs qui rendent l'accès au territoire de Fizi difficile, entravent les interventions des acteurs humanitaires, et font obstacle à son développement économique. Ces conflits entraînent de nombreux déplacements de population, destructions de logements, ainsi que de multiples incidents de protection, aggravant constamment les relations entre les différentes communautés de ces territoires.³

Méthodologie

En réponse à une requête du Comité de Coordination Opérationnelle pour la Réponse Rapide aux Alertes Humanitaires (CORAH) Sud-Kivu qui soulignait un important besoin d'information sur la situation dans les Hauts-Plateaux, REACH a réalisé une évaluation rapide multisectorielle (ERM) couvrant la localité de Mikenge, située dans la zone de santé (ZS) d'Itombwe, territoire de Fizi. **Au total, 20 entretiens ont été réalisés à distance avec des informateurs clés (IC) entre le 26 et le 28 octobre 2020.** Les résultats présentés ci-dessous sont des fréquences de citation de réponses des IC interrogés, et doivent être considérés comme indicatifs seulement.

Les Hauts-Plateaux du territoire de Fizi, et notamment la localité de Mikenge, sont difficiles d'accès. En raison du contexte sécuritaire, il a été décidé de réaliser la collecte de données à distance, via des entretiens téléphoniques avec des IC sélectionnés selon les critères suivants : en fonction de leur connaissance détaillée, approfondie et récente (de moins d'un mois) de la situation humanitaire dans la localité évaluée, ainsi qu'en se fondant sur leur fonction (chef de village, leader, etc.) et/ou sur leur emploi (administratif, organisation non-gouvernementale (ONG), marchand). Ces IC ont également fourni les contacts d'autres IC pertinents dans ces localités difficiles d'accès (méthode d'échantillonnage en « boule de neige »), qui ont aussi été contactés par téléphone.

¹ Inter-Cluster Régional (ICR) du Sud-Kivu (décembre 2019). « Plan de réponses stratégique et opérationnel face à l'impact humanitaire de la crise dans les Moyens et Hauts-Plateaux de Fizi et de Mwenga ».

² OCHA (mars 2020). « Plan opérationnel 2020, Sud-Kivu et Maniema ».

³ OCHA (novembre 2020). « Note d'informations humanitaires pour les provinces du Sud-Kivu et Maniema ».

Localisation de la localité évaluée



Besoins prioritaires

 **La nourriture était le premier besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (13/20)**

Les proportions de ménages dont les cultures ont été endommagées suite à la crise rapportées par les IC sont importantes (voir section Sécurité Alimentaire ci-dessous).

 **Les abris étaient le second besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (9/20)**

D'importantes destructions d'abris ont été rapportées par les IC pour la localité de Mikenge (voir section Abris et AME ci-dessous).

 **Les articles ménagers essentiels (AME) étaient le troisième besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC (7/20)**

D'importantes pertes d'articles ménagers essentiels (AME) ont été observées par les IC suite aux conflits et à la perte d'abris (voir section Abris et AME ci-dessous).



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire

Trois principales activités de subsistance de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC :*



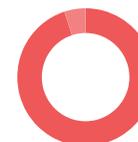
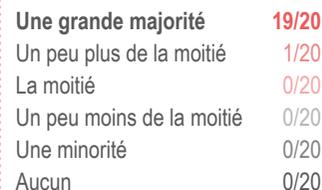
Trois principales sources de nourriture de la majorité de la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



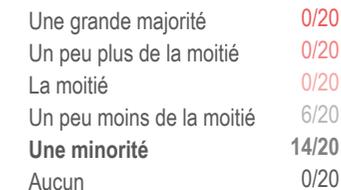
Deux principales barrières à l'agriculture pour la population les plus fréquemment citées par les IC interrogés :*



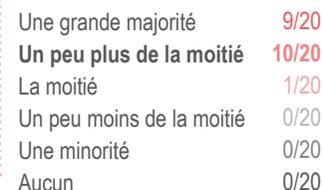
Proportion de ménages de la localité enquêtée ayant accès à la terre, selon les IC :*



Proportion de ménages de la localité enquêtée pratiquant l'agriculture, selon les IC :*



Proportion de ménages de la localité enquêtée dont les cultures ont été endommagées suite aux conflits, selon les IC :*



Tous les IC ont rapporté l'agriculture de subsistance comme étant le principal moyen de subsistance des ménages de la localité évaluée, suivi du petit commerce (y compris la vente de braises et de charbon), ainsi que de l'élevage (7/20 chacun). Cela concorde avec le fait que la quasi-totalité des IC (19/20) ont rapporté qu'une grande majorité de la population (plus de 75%) avait accès à la terre. Néanmoins, il est important de souligner les barrières affectant les ménages qui souhaitent accéder aux champs. En effet, tous les IC (20/20) ont rapporté l'insécurité et les violences comme la principale barrière à l'agriculture pour les ménages de la localité. A cette difficulté s'ajoute le pillage des récoltes, rapporté par trois IC. A noter que le pillage du bétail est la troisième préoccupation de protection la plus communément rapportée par les IC pour tous les genres et tranches d'âges confondus (voir la section protection pour plus d'informations). Bien que l'accès aux champs puisse être entravé par l'insécurité, la quasi-totalité des IC (18/20) ont rapporté la production personnelle comme principale source d'acquisition de nourriture. Les autres sources d'acquisition de nourriture les plus fréquemment rapportées par les IC étaient le travail pour de la nourriture ainsi que l'échange de produits ou le troc contre de la nourriture (15/20 chacun).

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

* Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

Sécurité alimentaire

Situation de la faim de la plupart des ménages de la localité, selon les IC :

Presque pas de faim	0/20
La faim est limitée	0/20
La faim est importante	20/20
La faim est la pire qu'elle puisse être / famine	0/20

Nombre de repas quotidien pris par la plupart des habitants de la localité, selon les IC :

< 1 repas par jour	0/20
1 repas par jour	20/20
2 repas par jour	0/20
3 repas par jour	0/20
Ne sait pas	0/20

Trois principales stratégies de survie utilisées par la population les plus fréquemment citées par les IC :*

Consommer des semences destinées à la prochaine saison ou récolte de cultures qui ne sont pas encore prêtes	11/20	
Emprunter/demander de la nourriture	7/20	
Envoyer les enfants manger avec les voisins	3/20	

En ce qui concerne les stratégies de survie liées au manque de nourriture, un peu plus de la moitié des IC (11/20) ont rapporté la consommation de semences destinées à la prochaine saison ou la récolte des cultures qui ne sont pas encore prêtes, suivi de l'emprunt ou de la demande de nourriture (7/20) et enfin l'envoi des enfants manger chez les voisins (3/20). Tous les IC ont rapporté que la faim était importante pour la plupart des ménages vivant dans la localité, et que ceux-ci mangeaient généralement un seul repas par jour. Les résultats en termes de sécurité alimentaire font ressortir une situation préoccupante, corroborée par le fait que la nourriture était le premier besoin prioritaire de la population rapporté par les IC. La sécurité alimentaire à Mikenge semble au moins en partie conditionnée par la situation sécuritaire ; celle-ci pourrait donc continuer à se détériorer si les conditions sécuritaires ne s'améliorent pas prochainement dans la localité.

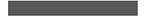
Santé

Les problèmes d'accès aux soins pour les ménages les plus fréquemment cités par les IC interrogés :*

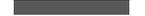
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	13/20	
Manque de médicaments	9/20	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	8/20	

Tous les IC (20/20) ont rapporté que les structures de santé (centre, clinique, hôpital) étaient le principal lieu de soin utilisé par les ménages de la localité évaluée.

Maladies affectant les adultes de la localité, les plus fréquemment citées par les IC :*

Paludisme	20/20	
Diarrhées aiguës	18/20	
Typhoïde	15/20	

Maladies affectant les enfants de la localité, les plus fréquemment citées par les IC :*

Paludisme	18/20	
Infection respiratoire aiguë	16/20	
Diarrhées aiguës	10/20	

Concernant la disponibilité et l'accès aux centres de santé, tous les IC ont rapporté les structures de santé comme étant le principal lieu de soin disponible pour les ménages, y compris pour les femmes lors de l'accouchement. Tous les IC ont rapporté qu'une structure de santé se situait entre 45 minutes et 2 heures de marche pour la majorité des ménages de la localité. Les principaux problèmes d'accès aux soins de santé rapportés étaient le problème d'accès physique (y compris la distance trop élevée) (13/20), le manque de médicaments (9/20), suivi du manque de moyens pour payer les soins de santé (8/20). Les maladies présentes à Mikenge les plus rapportées par les IC étaient le paludisme (20/20), la diarrhée aiguë (18/20) ainsi que la typhoïde (15/20) pour les adultes, et le paludisme (18/20) suivi des infections respiratoires aiguës (16/20) et de la malnutrition aiguë globale (10/20) pour les enfants. Les cas importants de paludisme chez les enfants et les adultes pourraient être aggravés par le fait que moins de la moitié de la population dormait sous des moustiquaires (selon 17/20 IC). Parmi les cinq IC professionnels de santé interrogés, tous ont indiqué une augmentation des consultations journalières dans leurs structures de santé respectives depuis le début de la nouvelle vague de tensions intercommunautaires en mai 2020 : trois ont indiqué une très forte augmentation (de plus de 70%) tandis que deux ont mentionné une forte augmentation (entre 51% et 69%). La quasi-totalité des IC professionnels de santé (4/5) ont rapporté un manque modéré de médicaments et d'équipements médicaux dans les structures de santé pour lesquelles ils travaillaient au moment de la collecte de données.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Abris et AME

Proportion des ménages logeant dans des logements durables, selon les IC :⁴



Proportion des abris étant endommagés ou détruits dans la localité de départ (dans ce cas la même localité) suite à la crise, selon les IC :



Proportion des ménages non déplacés accueillant des ménages déplacés, selon les IC :



Proportion des ménages logeant dans des abris collectifs, selon les IC :



Parmi les IC indiquant la présence d'abris collectifs, la quasi totalité (19/20) ont rapporté qu'au moins l'un des abris collectifs utilisés par les ménages était une école.

Proportion des ménages ayant subi des pertes d'AME suite à la crise, selon les IC :



Abris

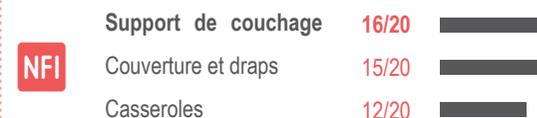
La situation des ménages déplacés semble très précaire : tous les IC ont rapporté qu'un peu plus de la moitié des abris des ménages déplacés dans leurs localités d'origine avaient été endommagés ou détruits. De plus, le degré de destruction des abris dans les localités de départ était estimé « fort » (15/20), voire total (4/20) par les IC interrogés. a quasi-totalité des IC (18/20) ont rapporté que la moitié ou un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%) des ménages non déplacés et retournés accueillait des ménages déplacés au moment de la collecte de données.

Les types d'abris utilisés par la population étaient variés : entre le quart et la moitié des ménages de la localité vivait dans des logements durables (selon tous les IC), avec la même fourchette de ménages se logeant dans des abris d'urgence (12/20), et dans des abris collectifs (15/20). La quasi-totalité des IC (19/20) ont rapporté qu'au moins une école était utilisée comme un logement collectif. Cela pourrait avoir des conséquences sur l'accès à l'éducation des enfants sur le court terme, voir à moyen terme, si cet usage des écoles comme logement collectif venait à se prolonger.

AME

Le troisième besoin prioritaire le plus fréquemment rapporté par les IC était le besoin en AME (7/20). Cela est corroboré par le fait que presque tous les IC (18/20) ont indiqué que plus de 75% des ménages ont subi des pertes d'AME suite aux conflits. Les AME les plus communément rapportés comme besoin prioritaire par les IC étaient les suivants : support de couchage (16/20), couverture et draps (15/20), et enfin casseroles (12/20).

Trois besoins prioritaires des ménages en AME les plus fréquemment citées par les IC :



⁴ Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

* Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁴ Dans le cadre de cette évaluation, un logement considéré comme durable est une maison ayant une construction relativement durable et faite avec des matériaux plus solides, par opposition à l'abri d'urgence qui est précaire et souvent provisoire, fait à partir de matériaux basiques, disponibles sur place et rapidement. L'abri d'urgence est généralement lié à une situation de déplacement, tandis que le logement durable est généralement plutôt lié aux communautés hôtes.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



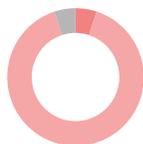
FHRDC
Fonds Humanitaires RDC

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Eau, Hygiène et Assainissement

Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau non-améliorée, selon les IC ^{1,5}

Une grande majorité	0/20
Un peu plus de la moitié	1/20
La moitié	18/20
Un peu moins de la moitié	1/20
Une minorité	0/20
Aucun	0/20



Proportion des ménages ayant seulement accès à une source d'eau améliorée, selon les IC ^{1,5}

Une grande majorité	0/20
Un peu plus de la moitié	0/20
La moitié	1/20
Un peu moins de la moitié	18/20
Une minorité	1/20
Aucun	0/20



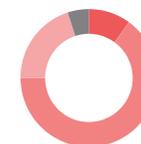
Part des ménages n'ayant pas assez d'eau pour boire, selon les IC ¹

Une grande majorité	0/20
Un peu plus de la moitié	0/20
La moitié	0/20
Un peu moins de la moitié	0/20
Une minorité	2/20
Aucun	18/20



Part des ménages ayant seulement accès à des latrines non-améliorées, selon les IC ^{1,6}

Une grande majorité	2/20
Un peu plus de la moitié	13/20
La moitié	4/20
Un peu moins de la moitié	0/20
Une minorité	1/20
Aucun	0/20



Trois principaux problèmes limitant l'accès à l'eau les plus fréquemment cités par les IC interrogés :

Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente aux points d'eau	16/20	
Manque de récipient pour stocker l'eau	10/20	
Les points d'eau sont trop éloignés, aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	7/20	

Deux problèmes d'accès aux installations sanitaires dans la localité les plus fréquemment cités par les IC interrogés ¹

Manque d'installations sanitaires ou surutilisation	20/20	
Les installations sanitaires ne fonctionnent pas ou sont incomplètes	15/20	

Trois problèmes d'assainissement dans la localité les plus fréquemment cités par les IC interrogés ¹

Présence de matières fécales	19/20	
Présence de déchets solides domestiques	12/20	
Présence de déchets organiques en décomposition tels que des animaux	4/20	

Les types de sources d'eau fonctionnelles les plus fréquemment rapportés par les IC étaient les sources d'eau naturelles aménagées (20/20), et les sources d'eau naturelles non-aménagées (14/20). Cela concorde avec le fait que la quasi-totalité des IC (18/20) ont rapporté qu'environ la moitié de la population n'avait accès qu'à des sources d'eau non-améliorées.

Une grande majorité des IC (17/20) ont rapporté qu'un peu moins de la moitié des ménages de la localité évaluée (entre 25% et 49%) mettaient plus de 45 minutes à pied pour se rendre à la source d'eau. Cela semble être principalement lié à un manque d'aménagements car la majorité des IC (16/20) ont identifié le nombre insuffisant de points d'eau et le temps d'attente aux points d'eau comme le premier problème d'accès à l'eau pour la population. Les autres obstacles d'accès à l'eau rapportés étaient le manque de récipients (10/20), suivi de la distance trop éloignée aux points d'eau et la dangerosité d'aller chercher de l'eau (7/20 chacun).

En ce qui concerne l'accès aux latrines, les trois quarts des IC (15/20) ont rapporté qu'une petite majorité des ménages (entre 51% et 75%) ne disposaient que d'installations sanitaires non-améliorées. Les problèmes d'accès aux installations sanitaires les plus communément rapportés par les IC étaient le manque d'installations sanitaires ou leur surutilisation (20/20), suivi du non-fonctionnement ou de la détérioration des installations (15/20). En outre, d'autres problèmes d'assainissement ont été rapportés par les IC, comme la présence de matières fécales dans la localité évaluée (19/20), suivi la présence de déchets solides domestiques (12/20), et enfin la présence de déchets organiques en décomposition, tels que des animaux morts (4/20).

¹ Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.

⁵ Les choix proposés étaient les suivants : une grande majorité (plus de 75%), un peu plus de la moitié (entre 51% et 75%), la moitié (environ 50%), un peu moins de la moitié (entre 25% et 49%), une minorité (moins de 25%), aucun.

⁶ Une source d'eau non-améliorée est définie comme une source d'eau non-protégée de l'extérieur, telle que des puits creusés non-couverts/traditionnels, source d'eau naturelle non-aménagée, etc. A contrario, une source d'eau améliorée est définie comme une source d'eau protégée de l'extérieur, telle que eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe / forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque / échoppe / boutique à eau, eau en bouteille; eau en sachet, etc. et eau de pluie.

⁶ Les installations sanitaires non-améliorées sont des installations qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que les latrines à fosses ouvertes ou sans dalle, latrines traditionnelles, etc. Au contraire, les installations sanitaires améliorées sont des installations qui permettent d'éviter le contact extérieur avec les excréments, ce qui peut comprendre les latrines à fosse couverte / avec dalle, latrines à évacuation vers un réservoir ou un système d'égout, etc. (UNICEF (2006), « [Water, Sanitation and Hygiene : definition of indicators](#) »).



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action

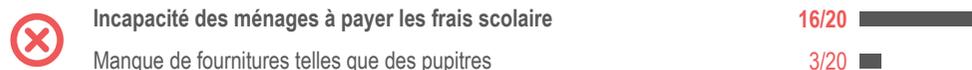
Education

Présence d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche, selon les IC :



Tous IC (20/20) ont rapporté que l'école primaire fonctionnelle située à moins d'une heure de marche de Mikenge n'était pas endommagée au moment de la collecte de données.

Deux barrières à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC chez les filles de 6 à 11 ans, selon les IC :



Deux barrières à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC chez les garçons de 6 à 11 ans, selon les IC :



Tous les IC ont rapporté la présence d'une école primaire fonctionnelle disponible à moins d'une heure de marche pour les enfants de la localité, et tous ont rapporté que les cours avaient lieu dans les écoles existantes. Concernant l'état des infrastructures des écoles, tous les IC (20/20) ont rapporté que l'école la plus proche n'était pas endommagée.

Les principales raisons rapportées pour expliquer la non-scolarisation d'enfants de 6 à 11 étaient l'impossibilité de payer les frais scolaires (16/20 pour les filles et 15/20 pour les garçons), suivi du manque de pupitres (3/20 pour les filles et 4/20 pour les garçons). A noter néanmoins que comme susmentionné, la quasi-totalité des IC (19/20) ont indiqué qu'au moins une école à Mikenge était aussi utilisée comme un logement collectif, ce qui pourrait affecter l'accès à l'éducation pour les enfants de la localité.

Protection

Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC interrogés pour les femmes de plus de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de plus de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les femmes de moins de 18 ans :*



Trois préoccupations de protection les plus fréquemment citées par les IC pour les hommes de moins de 18 ans :*



Les préoccupations de protection les plus communément rapportées par les IC étaient relativement similaires pour tous les genres et les tranches d'âges confondus (c'est-à-dire hommes et femmes de moins et de plus de 18 ans). En effet, la séparation des familles était la préoccupation de protection la plus fréquemment rapportée pour toutes les tranches d'âges et genre confondus (17/20 pour chaque groupe). La seconde préoccupation de protection la plus rapportée était le pillage des biens (15/20 pour les femmes, les hommes et les filles, 14/20 pour les garçons). La troisième préoccupation de protection la plus fréquemment rapportée par les IC était le pillage du bétail (13/20 pour tous les groupes, excepté pour les hommes où cela était rapporté par 14/20 IC). Les violences intercommunautaires suivaient de près le pillage du bétail, étant rapporté par 13 IC interrogés sur 20, pour chaque groupe de population.

* Cet indicateur est une question à choix multiples : les IC avaient la possibilité de sélectionner trois réponses pour répondre à cette question, c'est pourquoi le résultat total peut être supérieur au nombre total d'IC interrogés.



Financé par
l'Union Européenne
Aide humanitaire



FHRDC

Fonds Humanitaires RDC

REACH

Informing
more effective
humanitarian action